



## PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Aquitaine*

Bordeaux, le

15 AVR. 2013

*Mission Connaissance et Évaluation*

*Dossier : F07213P0182*

### **Arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Aquitaine,  
Préfet de la Gironde,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F07213P0182 relatif au projet de création d'un camping de 23 emplacements, situé au lieu-dit « Tazin », sur la commune de LE NIZAN (33), reçu complet le 12 mars 2013 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 12 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre THIBAULT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine par intérim ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 pris au nom du Préfet et portant subdélégation de signature ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé en date du 19 mars 2013 ;

**Considérant la nature du projet**, qui consiste à aménager un camping de 23 emplacements de tentes ou d'habitations légères de loisirs, ce projet relevant de la rubrique 45 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les opérations de camping permettant l'accueil de plus de 20 personnes ou de plus de 6 emplacements de tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs, et de moins de 200 emplacements ;

Considérant que l'emprise du projet porte sur environ 2,8 hectares constitués d'un parc arboré sur la partie nord du terrain et d'un pré au sud, ce terrain étant une ancienne aire de camping ;

- que certains réseaux présents du fait de l'ancienne activité seront réutilisés (électricité, eau potable et exutoire pour les eaux pluviales) et qu'une station d'épuration par filtres plantés de roseaux d'une capacité de 45 équivalent/habitants sera installée pour traiter les eaux usées du site ;

Considérant que le projet consiste à créer 23 emplacements, une piscine naturelle, un bloc sanitaire, un bâtiment d'accueil, la voirie d'accès à l'aire de stationnements pour les véhicules motorisés, et les dessertes internes dédiés aux déplacements doux ;

**Considérant la localisation du projet**, dans une zone sans sensibilité environnementale notable mais à environ 190 m du site Natura 2000 FR 7200801 « réseau hydrographique du Brion », le projet étant séparé de ce site par un espace boisé ;

Considérant que le projet se situe en secteur constructible de la carte communale en vigueur ;

**Considérant que le projet s'attache à préserver l'aspect naturel des lieux, notamment par la conception d'aménagements paysagers avec plantations de haies végétalisées et/ou d'arbres d'essences locales autour de chaque emplacement, de la zone d'accueil et des différentes voiries ;**

**Considérant qu'au vu des incidences du projet sur le milieu, et notamment au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;**

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'opération objet du formulaire n° F07213P0086 **n'est pas soumise à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Pour le directeur et par délégation,  
Le chef de la mission connaissance et évaluation,



Lydie LAURENT

**Voies et délais de recours**

**1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**  
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**2- décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**  
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**  
à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux  
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).